Le Burundi au bord du gouffre économique

@rib News, 01/06/2015 - Source AFP En ce lundi de trêve, Rénovat Ndayizeye est venu chercher le client sur le marché de Jabe, à Bujumbura. Ce vendeur de chaussures pour enfants, au chômage technique depuis le début des manifestations contre le président burundais Pierre Nkurunziza, est aux abois. Comme ailleurs dans la capitale burundaise, l'activité est ici paralysée depuis que les manifestants opposés à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza affrontent la police quasi-quotidiennement. Depuis plus d'un mois, les clients ont déserté. Les commerçants laissent sous clé leur marchandises dans les allées autrefois grouillantes d'activité.

"Depuis le début des manifestations, on n'a pas travaillé, on a vécu sur nos réserves et maintenant on n'a plus rien", se plaint le commerçant de 26 ans, entouré de collègues venus comme lui profiter d'une pause des manifestations pour ouvrir leurs petites boutiques de bois. Quelques clients sont de retour, mais surtout regroupés devant les stands de riz, viande, légumes ou savons. Les conséquences de la crise politique qui secoue le Burundi, essentiellement sa capitale, sont dramatiques pour les commerçants, mais aussi potentiellement désastreuses pour une économie nationale chancelante et un pouvoir déjà fragilisé. Petit pays d'Afrique des Grands Lacs, le Burundi, meurtri par une longue guerre civile (1993-2006), est un des plus pauvres de la planète: revenu national brut de 260 dollars par tête, 58% de la population souffrant de malnutrition chronique, il exporte très peu, essentiellement du café, produit trop peu pour assurer son autosuffisance alimentaire et est miné par la corruption - le pays est 159e sur 175 dans l'index 2014 de l'ONG Transparency international. Dans les quartiers périphériques de Bujumbura, foyers d'une contestation aussi alimentée par les difficultés financières, une bonne partie des manifestants sont chômeurs. Cela ne les empêche pas de jouer la carte du blocage économique pour contraindre le président à renoncer à ce mandat qu'ils jugent anticonstitutionnel, empêchant les habitants de rejoindre leur lieux de travail à l'aide de barricades. Les contestataires cherchent à "faire de Bujumbura une ville morte", glisse un haut-cadre du parti au pouvoir CNDD-FDD. "L'impact des manifestations sur l'économie est réel. C'est une arme terrible". - Chômage technique - Avant même l'annonce fin avril de la candidature de Nkurunziza à la présidentielle, et le début des manifestations, l'économie souffrait d'un climat pré-électoral déstabilisant. Craignant un retour d'une violence à grande échelle dans un pays à l'histoire marquée par des massacres interethniques, une partie de la population avait commencé à changer ses francs burundais en dollars ou euros, et à les mettre à l'abri chez eux ou au Rwanda voisin, expliquent des analystes. En avril, les recettes fiscales, collectées essentiellement à Bujumbura, avaient déjà chuté de 18%. Le manque à gagner s'est aggravé en mai avec fermeture ou la marche au ralenti des magasins, banques, le blocage d'axes routiers-clés pour l'approvisionnement de la capitale et l'exode de dizaines de milliers de Burundais. La situation économique est d'autant plus critique que la crise politique a aussi un impact sur une aide extérieure vitale (la moitié du budget national en dépend): l'insécurité affecte les projets financés par des bailleurs comme la Banque mondiale dont les experts sont évacués et les décaissements réduits en conséquence. Les devises manquent déjà pour importer le carburant, le houblon nécessaire à la production de la bière populaire, les médicaments, et des produits comme le charbon ont vu leur prix tripler, ce qui fait craindre à un économiste local, s'exprimant sous couvert d'anonymat, une "hyperinflation". Le haut-cadre du parti présidentiel assure qu'en mai, juin et juillet, les "salaires des fonctionnaires seront payés". Mais à un prix, répond l'économiste: une pression accrue sur le franc burundais, et donc sur les prix, si le pouvoir fait jouer la planche à billets, ou le non respect d'autres échéances. Comme les petits commerçants de Jabe, le secteur privé n'a déjà plus cette marge de manoeuvre: la crise et l'insécurité frappent notamment de plein fouet des hôpitaux privés de clients et contraints à envoyer au chômage technique leurs employés. Une fin des violences risquerait cependant de ne pas suffire à soulager l'économie. Surtout si la crise se soldait par une réélection du chef de l'Etat, mettent en garde les analystes. Le président, sourd aux mises en garde internationales, se préparerait cinq ans difficiles à la tête d'un pays isolé: la Belgique, ex-puissance coloniale et bailleur-clé au pays, est notamment déjà prête à suspendre son aide directe. "L'après-élection sera douloureux", reconnaît le cadre du CNDD-FDD.